

La chronique de Vincent de Coorebyter (Le Soir)

A quatre mois des élections, les médias sont en ordre de marche et les analyses abondent. Avec deux points communs à la plupart d'entre elles : d'abord mettre l'accent sur l'importance particulière du rendez-vous électoral du 25 mai, ensuite spéculer sur les coalitions gouvernementales qui pourraient sortir des urnes.

Les analyses ainsi proposées sont souvent de grande qualité, mais elles ont pour effet de dramatiser le scrutin et de simplifier les enjeux.

La dramatisation est une tentation constante, et elle a le mérite de capter l'attention des électeurs blasés. Mais elle est, en l'occurrence, particulièrement trompeuse. Évoquer comme un mantra « le méga-scrutin du 25 mai », c'est faire un tout de ce qui gagnerait à être traité dans le détail et de manière distincte. Il n'y aura pas, le 25 mai, de méga-scrutin, comme si le bulletin de vote de chaque électeur était subitement chargé d'un poids considérable. Il y aura quatre scrutins législatifs distincts : européen, fédéral, régional (à Bruxelles et en Wallonie) et communautaire (en Flandre, pour les Bruxellois néerlandophones et pour les germanophones). La plupart des électeurs seront invités à émettre trois votes différents, et certains pourront en émettre quatre en votant distinctement pour la Région et pour la Communauté : il ne s'agit pas d'un méga-scrutin, mais d'une coïncidence temporelle entre des élections qui sont, en droit, sans rapport entre elles.

Une autre manière de dramatiser le rendez-vous électoral du 25 mai consiste à parler de « la mère de toutes les élections ». On peut s'étonner de cet emprunt à Saddam Hussein, qui a popularisé cette formule lors de la première guerre du Golfe, mais l'essentiel n'est pas là. L'expression a surtout pour effet de cumuler la dramatisation et la simplification : elle n'a pas d'autre sens que de nous rappeler que la N-VA rôde, qu'elle sera peut-être à nouveau le premier parti de Flandre le 25 mai, et qu'en cas de succès, elle pourrait menacer l'unité de la Belgique. Ce qui est parfaitement exact, mais partiel : le Parlement européen n'en sera pas affecté, et aucun électeur wallon n'est directement concerné, son vote ne pouvant en rien influencer le score de la N-VA. On peut évidemment faire le pari que la N-VA sortira gagnante du scrutin au Parlement flamand et à la Chambre, et que tous les francophones ont intérêt à choisir le parti qu'ils jugent le plus apte à lui résister après le 25 mai. Mais cela revient à détourner, au minimum, l'élection régionale wallonne et bruxelloise de son sens : faut-il vraiment que les francophones se prononcent, à ce niveau de pouvoir qui gère des matières essentielles pour la vie de chacun, en fonction d'une éventuelle victoire de la N-VA dans la partie flamande du pays ?

Une autre simplification découle de la volonté de deviner quelles coalitions gouvernementales seront installées après le 25 mai. Il y a d'excellentes raisons de se livrer à cet exercice, les politiques menées étant davantage dictées par les gouvernements que par les députés. Mais ces analyses simplifient considérablement le choix qui s'offre aux électeurs. Elles se focalisent en effet sur les grands partis, sur leurs scores présumés et sur leurs affinités : la N-VA sera-t-elle incontournable ? Le PS pourrait-il basculer dans l'opposition ? Le MR vise-t-il bien, au fédéral, une coalition avec le CD&V et l'Open VLD comme il le prétend, ou avec la N-VA comme ses concurrents l'en soupçonnent ? Qui sera troisième, du CDH ou d'Écolo, ce qui pourrait déterminer le choix d'une tripartite traditionnelle ou d'une coalition de type arc-en-ciel ?

Ces questions sont effectivement celles qui préoccupent les états-majors de parti, mais ce ne sont pas celles qui seront posées à l'électeur le 25 mai. D'abord parce que ce dernier n'a pas de prise

directe sur la formation des coalitions, qui dépend surtout de la volonté des partis. Ensuite parce que ces questions sont traitées par les médias de manière globalisante, en postulant que les partis chercheront à installer des coalitions de même nature aux différents niveaux de pouvoir. Ce sera peut-être le cas, mais l'électeur, lui, devra bel et bien émettre trois ou quatre votes différents, et non un seul. Il n'est pas sûr qu'il sorte très éclairé d'analyses qui lui donnent le sentiment qu'il a un unique choix à faire, celui d'un parti susceptible, simultanément, de faire pièce à la N-VA, d'entrer dans toutes les majorités gouvernementales et de choisir des partenaires de coalition acceptables pour lui et pour ses partisans.

Depuis la création des parlements, notre bulletin de vote a beaucoup perdu de son efficacité : le panachage étant interdit, nous sommes contraints à choisir une seule liste par assemblée, alors que les politiques publiques se sont démultipliées et concernent une foule de domaines différents. Du temps où il n'existait que deux partis plus ou moins structurés en Belgique, le libéral et le catholique, et où l'on pouvait se contenter de cinq ministres chargés de la sécurité intérieure et extérieure et des finances, l'électeur pouvait avoir le sentiment que le mécanisme de vote était approprié à la situation. Aujourd'hui, la plupart des électeurs se reconnaissent dans des partis très différents selon la nature des enjeux : leurs préférences ne sont pas les mêmes selon que l'on parle du socio-économique, de l'environnement, de la sécurité, de l'école, de l'immigration, des questions éthiques, du logement, de l'Europe, du communautaire...

Si nous ne pouvons pas choisir plusieurs listes pour une seule assemblée, nous avons au moins la chance, en Belgique, d'être invités à voter trois ou quatre fois le 25 mai, pour des parlements distincts qui auront à gérer des politiques de nature différente. Il n'y a donc pas à postuler que nous ne devrions sélectionner qu'un seul parti, de surcroît supposé assez puissant pour se hisser au pouvoir. Au contraire, nous aurons au moins trois choix à opérer, et des choix qui peuvent différer entre eux : en cette période où l'électeur doute de son pouvoir, ne laissons pas passer cette bonne nouvelle. D'autant que nombre de citoyens ont du mal à comprendre notre échec institutionnel, qui est redoutable. Les multiples rendez-vous du 25 mai constituent l'occasion de le leur expliquer, mais cela suppose de traiter spécifiquement de chaque assemblée qu'ils auront à élire, plutôt que de se focaliser sur les stratégies globales des états-majors de parti.